

Marc VERICEL : repères bibliographiques

PRESENTATION DE LA CARRIERE

- 1967- 1975 : ouvrier serrurier- chaudronnier (CAP d'ouvrier chaudronnier)
- Capacité en droit obtenue à la faculté de droit de Saint-Étienne en juin 1975
- Maîtrise droit obtenue à la faculté de droit de Saint-Étienne en juin 1978
- DEA sciences sociales du travail obtenu à l'université Lyon III en juin 1979
- DEA droit civil obtenu à l'université Lyon III en juin 1980
- Doctorat d'État en droit obtenu le 23 février 1985 à l'université Lyon III (thèse : « le syndicalisme ouvrier saisi par la jurisprudence », directeur de thèse Antoine JEAMMAUD
- 1981-1987 : vacataire ,chargé de travaux dirigés
- 1987 : Maître de conférences de Droit privé à l'Université Jean-Monnet de Saint-Etienne.
- 1994 à 2004 : Directeur de l'Institut du Travail de l'Université de Saint-Etienne
- 1998 : Nomination comme Professeur agrégé d'Université à l'Université Jean-Monnet de Saint-Etienne
- 2000 à 2002 : Responsable de la pédagogie à la Faculté de Droit
- 2003 : Responsable du Master II de Droit privé, spécialité "Droit et Entreprise
- 2005 Nomination comme Professeur 1° classe
- 2007- 2012 : Directeur de l'Institut du Travail de l'Université de Saint-Etienne
- 2010 -2012 :Président de la section de droit privé de l'université de Saint-Étienne
- 2012 :Nomination comme Professeur classe exceptionnelle
- Mars 2012 - Mars 2017 : Doyen de la faculté de droit de l'université de Saint-Étienne
- Sept 2019 Professeur émérite de l'université de Saint-Étienne

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES A L'UNIVERSITE DE SAINT-ÉTIENNE :

- Directeur de l'Institut du Travail de l'Université de Saint-Etienne de 1994 à 2004, et de 2007 à 2012.
- président de la section de droit privé de l'université de Saint-Étienne de 2011 à 2012
- Doyen de la Faculté de Droit de l'université de Saint-Étienne de Mars 2012 à Mars 2017

RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES A LA FACULTE DE DROIT DE SAINT-ÉTIENNE :

- **Responsabilité de l'accueil des étudiants de 1ère année** de 1988 à 1995 et mise en place, dès 1988, d'un **système de tutorat**.
- **Responsabilité du régime spécial pour étudiants salariés** de 1993 à 1998 : et mise en place de cours mensuels, de groupes de TD spéciaux et d'un suivi personnalisé
- **Organisation d'une série de conférences sur les métiers de la Justice**, de 1994 à 2000 , destinées aux étudiants de fin de second cycle et ceux préparant les concours d'entrée aux professions de la justice.
- Création en 1997 et Responsabilité de la **licence en droit et du MASTER I Droit de l'entreprise en Formation Continue** de 1997 à 2006
- **Responsabilité de la pédagogie** à la Faculté de Droit de l'Université Jean Monnet de janvier 2000 à septembre 2002
- **Responsabilité d'un Master II de Droit privé, spécialité "Droit de l'Entreprise"** de 2003 à 2018
- **Mise en place de plusieurs programmes d'échanges internationaux** notamment : programme d'échange pour étudiants avec l'Institut de relations industrielles de l'Université de MONTREAL (convention conclue en septembre 2010)- programme d'échange en

matière de recherche avec la Faculté de Droit de SFAX (Tunisie) convention conclue en Décembre 2011) - programme d'échange avec l'université d'Erlangen- Nuremberg (Allemagne) convention conclue en mars 2015 : organisation régulière d'ateliers de recherche franco-allemand pour étudiants.

ACTIVITES DE RECHERCHE:

Toute l'activité de recherche de M VERICEL est très liée à son appartenance au CERCRIID (dont il est membre depuis sa création par Antoine JEAMMAUD en 1981). Ses travaux personnels sont très inspirés des thèmes de recherche de ce centre et plusieurs d'entre constituent le prolongement des réflexions engagées dans le centre, notamment ses travaux sur le fonctionnement de la justice et ceux sur les sources atypiques du droit du travail.

Globalement, ces travaux de recherche concernent essentiellement le droit du travail et, au sein de cette branche du droit, plus particulièrement 4 thèmes :

- ***La place que conservent en droit du travail, les principes et mécanismes généraux du droit privé*** avec notamment des articles sur La valeur juridique des recommandations patronales de salaires, le pouvoir normateur de l'employeur et le plan de sauvegarde de l'emploi (acte normateur original)

- ***La problématique de l'accès à l'emploi*** (plusieurs articles sur le service public de l'emploi et les diverses réformes de celui-ci), en dernier lieu : Le plein-emploi à tout prix : la loi sur le plein emploi, une réforme ambiguë et inadaptée, RDT décembre 2023.

- ***La réglementation applicable aux conditions de travail*** (temps de travail – santé et sécurité des salariés). Outre plusieurs articles de fond sur les réformes du temps de travail, du travail dominical et de la médecine du travail (notamment : Un nouveau modèle pour la réglementation du temps de travail, Droit social 2018,276) , ce dernier thème recouvre aussi les chroniques mensuelles de jurisprudence qu'il a écrit pour la « Revue de droit du travail » dans la rubrique « conditions de travail » dont il a assuré la coresponsabilité de 2006 à 2023 .

- ***La participation des salariés à la vie de l'entreprise***, notamment : Pour une participation authentique des salariés à la vie de l'entreprise, Droit social 2018,924 - Le comité social et économique et l'urgence , Revue de jurisprudence sociale décembre 2020 .

Mais un nombre significatif de ces recherches individuelles et collectives concernent un autre domaine du droit : celui de l'accès à la justice. À ce thème se rattachent plusieurs recherches précitées sur le règlement des petits litiges civils des particuliers , un ouvrage sur les juridictions et juges de proximité (Ed Lharmattan 2009) et plusieurs articles sur la justice de proximité et l'accès à la justice des petits litiges, en dernier lieu « La disparition de la justice de proximité », recueil Dalloz 2019,1772.

DIRECTION, ANIMATION LABORATOIRES ET EQUIPES DE RECHERCHE

Durant la période 2010 – 2013, j'ai assuré, conjointement avec la prof. S Caporal, collègue de droit public, la responsabilité de l'un des trois axes de recherche du CERCRIID: l'axe «institutions ». Dans ce cadre, j'ai organisé, dès septembre 2010, une série de séminaires sur la notion d'institutions rassemblant, lors de chaque réunion, une douzaine de membres du centre aboutissant à l'organisation d'une journée d'étude sur les fonctions sociales de l'entreprise (en mars 2012)

DIRECTION DE THESES ET AUTRES TRAVAUX

Direction de plusieurs thèses, dont 3 ont fait l'objet d'une soutenance

ORGANISATION D'UNE QUINZAINE DE JOURNEES D'ETUDES OU COLLOQUES

dans le cadre de la Faculté de Droit de Saint-Étienne ,du CERCRIID et de l'institut du travail de Saint-Étienne, en liaison avec de nombreux juristes universitaires , mais souvent également avec les professionnels du droit (magistrats –avocats- huissiers – adm. judiciaires- administrations du travail, organismes prof.- etc...).

En dernier lieu, Organisation d'un colloque dans le cadre du CERCRID sur « réformer le droit du travail, pour quoi faire ? » Mai 2016 : une vingtaine d'intervenants (professeurs de droit d'économie, dirigeants de grandes entreprises et syndicalistes)

PARTICIPATIONS ET DIRECTIONS DE PLUSIEURS RECHERCHES COLLECTIVES, notamment :
-rédaction du rapport d'une étude sur la mise en cause des normes d'entreprise dans six pays de la CEE (centre de recherche en droit social de l'université Lyon III Sept 1992 direction J Pélissier)
- direction étude sur Le rôle des associations dans le règlement des petits litiges civils des particuliers 2021-2002 (contrat de recherche avec la mission Droit et Justice du ministère de la justice)
- direction étude sur La répartition des compétences entre juridictions administratives et judiciaires à l'égard des litiges touchant les personnels des services publics 2002 (Contrat de recherche avec le Conseil Supérieur de la Prud'homie)
- direction recherche sur les juridictions et juges de proximité 2006-2008 (contrat de recherche avec la mission de recherche « Droit et justice) .
- direction d'une recherche sur les préalables obligatoires de conciliation/médiation dans le procès civil , en matière de petits litiges (contrat de recherche avec la mission de recherche « Droit et justice », 2021-2023).

MEMBRE DU COMITE EDITORIAL DE LA REVUE DE DROIT DU TRAVAIL, et responsable de la rubrique « conditions de travail » de cette revue , de 2006 à 2023
collaborateur régulier de la revue Droit social.

PARTICIPATION OU DIRECTION D' OUVRAGES ,EN FRANCE :

1/ouvrages collectifs et chapitres d'encyclopédies

- **Droit de travailler et droits de la personne au travail**, in « Droits de l'homme, droits fondamentaux », la documentation française, septembre 2007.
- **La faute disciplinaire en droit du travail**, in « vers un droit commun disciplinaire ? », Publications de l'université de Saint-Étienne, août 2007.
- Les services de santé au travail** , in encyclopédie Dalloz de droit du travail, première parution 2012
- dernière mouture Janvier 2023
- la participation des salariés à la vie des entreprises** par l'intermédiaire des représentants du personnel, in la place des salariés dans l'entreprise (direction E Mazuyer) Mare et Martin, 2019

2/Mélanges

- Réflexions sur l'évolution contemporaine du droit des conditions de travail, in mélanges offerts à Geneviève Pignarre** « un droit en perpétuelle mouvement », édition LGDJ 2018
- le contrat de travail appréhendé comme concept et comme catégorie**, en collaboration avec Geneviève Pignarre, in **mélanges en l'honneur d'Antoine Lyon Caen** « a droit ouvert » édition Dalloz, 2018.
- Le droit du travail dans le système économique**, in **mélanges en l'honneur du doyen Grégoire Bakandéja**, édition Larcier, 2019
- **Réflexions actuelles sur les relations entre droit des obligations et droit du travail,in mélanges en l'honneur de Jean Mouly** , voyage au bout de la logique juridique, publications de l'université de Limoges, juillet 2020
- **La protection de la santé des travailleurs demeure en question**, in **mélanges en l'honneur de Pierre-Yves Verkindt**, LGDJ octobre 2022

3/rédaction ou direction d'ouvrages

- **L'adaptabilité des entreprises** (éditions Lamy – axe droit, 2011).
- **les juridictions et juges de proximité : leur rôle en matière d'accès à la justice des petits litiges** (direction d'un ouvrage collectif reprenant une étude réalisée dans le cadre d'un contrat de recherche, éditions l'harmattan, 2009).

-**Le droit des conditions de travail**, collection Dalloz référence, en collaboration avec Geneviève Pignarre, Pierre Bailly, Michel Blatman, première édition Mars 2021 (codirection avec Geneviève Pignarre et rédaction des livres I et II : temps de travail - santé sécurité au travail).

PUBLICATIONS A L'ETRANGER

-La création d'un seul tribunal compétent en première instance (avantages et inconvénients), in la modernisation organisationnelle de la justice civile en France et en Allemagne (J WV, annales de l'université d'Erlanger, janvier 2015).

-Les recours collectifs en droit français, in la modernisation processuelle de la justice civile en France et en Allemagne (J WV, annales de l'université d'Erlanger, décembre 2015).

-La participation des profanes à l'œuvre de justice : l'exemple du droit français, in la justice civile de proximité en France et en Allemagne (J WV, annales de l'université d'Erlanger, décembre 2016).

-L'inspection du travail en France et la protection des salaires, in Etude sur le rôle de l'inspection du travail dans le continent américain et en Europe, Revue « Comparative Law Labor & Policy Journal » (volume 37, no. 2). Hiver 2015 e University of Illinois USA

-Liberté syndicale et démocratie sociale, in étude à la mémoire du doyen Tarchouna, publications université de Sfax, centre de recherche en droit social, 2016

-Constitution et droit des travailleurs, in actes des journées d'études franco tunisiennes d'avril 2014 (sous la direction de Marc Vericel et Nouri Mzid, publications université de Sfax, centre de recherche en droit social, 2014).

CONFERENCES UNIVERSITAIRES ET INTERVENTIONS DANS DES COLLOQUES EN FRANCE

Principalement :

- la juridiction de proximité, une voie adaptée au règlement des petits litiges des particuliers, intervention au colloque « Accès au droit et aux recours pour la garantie des droits individuels » Faculté de droit de l'Université de Metz, 21.22 septembre 2007.

- Le contrat de consommation par correspondance, conférence ,Cour d'appel de Lyon Juin 2009

- Le rôle du comité d'entreprise dans les restructurations, : conférence , Université Lyon II (faculté d'anthropologie de sociologie et de sciences politiques) auprès des étudiants du M II « Syndicalisme »13 Janvier 2012

- La justice de proximité en matière civile ,conférence Université de Savoie, (auprès des étudiants du M II « Institutions judiciaires ») 10 Février 2012

- La nouvelle loi sur la médecine du travail, 8 mars 2012, conférence donnée à la Faculté de droit de l'Université de Montpellier IV, Conférence organisée par l'association des étudiants de la faculté

- Inaptitude et rupture du contrat de travail intervention au colloque « le salarié, entre rupture choisie et rupture subie ?, institut du travail de Bordeaux 29 mars 2013

-La nouvelle loi sur la médecine du travail, intervention au cours d'un colloque « La santé au travail » organisée à Paris (Maison de la chimie) le 18 septembre 2013 par l'association EPHIGIE (association de médecins du travail).

-L'accompagnement vers l'emploi, intervention au colloque « L'accompagnement entre droit et pratiques » Faculté de droit d'Avignon , le 12 octobre 2013.

-Le travail le dimanche, le 30 janvier 2014 à Livron , conférence organisée par la fédération CGT de la Drôme

- Flexibilités et temps de travail, conférence M II droit social, faculté de droit université Lille II 21 janvier 2016

- Le temps de travail : quelques pistes de réforme, intervention au colloque « les projets de réforme du code du travail », université de Nanterre , 22 janvier 2016

- Réflexions sur une proposition de nouveau code du travail, intervention au séminaire de recherche « Pour un nouveau code du travail », université de Nanterre , 31 mars 2017

- La participation des salariés à la vie des entreprises par l'intermédiaire des représentants du personnel, in colloque : la place des salariés dans l'entreprise, organisée par le CERCRID - université Lyon II, le 28 juin 2018

- Participation aux rencontres du conseil d'État en droit du travail, Nancy 8 novembre 2019

- le choix du risque : un libre arbitre prelude à sa contractualisation, Intervention 17 décembre 2020, 19e journée de pathologies professionnelles de la Seine-Saint-Denis (visioconférence).

- Le travail à temps partiel et les lois Auroux, intervention au colloque : Les lois Auroux 40 ans après , Université de Lille I , 11 octobre 2023

CONFERENCES UNIVERSITAIRES ET INTERVENTIONS DANS DES COLLOQUES DANS D'AUTRES PAYS: Allemagne- Tunisie -Congo RDC – Maroc – Cote d' Ivoire

PARTICIPATION A DE NOMBREUX JURYS DE THESES DE DOCTORAT EN DROIT :

ARTICLES PUBLIES DANS LES PRINCIPALES REVUES JURIDIQUES

- *Désuétude ou actualité de la promesse de porte-fort ?* D. 1988, ch. 123
- *L'exercice normal du droit de grève*, Droit Social 1988, 672
- *La valeur juridique des recommandations patronales de salaires*, note sous Soc., 8 octobre 1987 et 28 avril 1988, D. 1989, 85
- *Sur le pouvoir normateur de l'employeur*, Droit Social 1991, 120
- *Le formalisme dans le contrat de travail*, Droit Social 1993, 818
- *Des incidences en Droit social de la loi Madelin sur la qualification de salarié*, (loi n° 94-126 du 11 février 1994), Act. Légis. D. 1995, 54
- *La publication des décisions de justice en Droit du travail*, Droit Social 1997, 1081
- *Les substituts consensuels à l'accord collectif*, Droit ouvrier 1997,509.
- *L'ANPE, une institution à supprimer ou à renforcer ?* Droit Social 2000, 95
- *La contractualisation des avantages nés de normes d'entreprises atypiques*, Droit Social 2000, 833
- *L'employeur dispose-t-il d'un pouvoir normatif en dehors du domaine du règlement intérieur ?* Droit Social 2000, 1059
- *Pour une véritable justice de proximité*, JCP éd G 2003 I 114
- *Réflexion sur la mise en place des juridictions de proximité*, Gazette du Palais n° 29-30 oct. 2003.
- *Modifications des éléments des relations de travail et clauses informatives du contrat de travail* JCP éd G 2003 II 10 165.
- *Le rétablissement de la présomption de non salariat*, Droit Social 2004, 297.
- *La réorganisation du service public de l'emploi par la loi relative à la cohésion sociale*, JCP éd. G – 2005 I ,115
- *Effets de la référence du contrat de travail aux dispositions du règlement intérieur*, Droit social 2004, 834.
- *Le plan de sauvegarde de l'emploi, acte normateur original*,
• Droit Social 2005.976
- *La réorganisation du service public de l'emploi ou la difficile mise en œuvre d'une réforme* Droit Social 2005.1174
- *Le nouvel accord sur l'assurance chômage pour 2006 -2008 (de l'indemnisation des salariés au chômage à l'accompagnement de la démarche de recherche d'emploi)* ; Droit social 2006, 129.
- *La convention État -- ANPE -- UNEDIC du 5 mai 2006*, Droit social 2006,900
- *pour la reconnaissance d'une action en justice du comité d'entreprise aux fins de défense des salariés de l'entreprise*, Droit social 2007

- **restructuration du marché du travail et ouverture à la concurrence du service public de l'emploi**
Droit ouvrier N° spécial Avril 2008
- **la nouvelle réforme du service public de l'emploi** (la fusion ANPE - ASSEDIC), Droit Social, Avril 2008
- **la loi du 20 Août 2008 relative au temps de travail : une loi de revanche ?**, RDT Octobre 2008
- **Faut-il conserver le régime actuel du repos dominical ?** RDT Novembre 2008
- **Les juridictions et juges de proximité : leur rôle en matière d'accès à la justice des petits litiges**, JCP éd G Janvier 2008
- **La loi du 10 Août 2009 relative au travail dominical** RDT Octobre 2009
- **Accords d'aménagement du temps de travail et modifications du contrat de travail**, JCP éd E Avril 2010
- **Le sort des engagements unilatéraux en cas de conclusion postérieure d'un accord collectif**, Droit social, 2010, 1092
- **Sur la libéralisation totale du marché du placement des demandeurs d'emplois**, Droit social, 2010, 1176.
- **La loi du 20 juillet 2011 relative à l'organisation de la médecine du travail**, RDT Décembre 2011, 682
- **L'abandon de la justice de proximité en matière civile (à propos de l'article premier de la loi du 13 décembre 2011 relative à la répartition du contentieux)** JCP éd G 2012 p194
- **L'accompagnement vers l'emploi**, Revue de droit sanitaire et social, décembre 2012, 985
- **Le retour provisoire des juridictions et juges de proximité en matière civile : la loi du 24 décembre 2012**, JCP éd G février 2013 n°132
- **Inaptitude et rupture du contrat de travail : un régime réellement protecteur du salarié ?**, Le Droit ouvrier, juillet 2013, 454
- **Travail le dimanche : réformer pour clarifier le dispositif et renforcer réellement les garanties des salariés (controverse avec M D'Allende)**, RDT 2013, 675
- **Recréer un véritable service public de l'emploi pour une action efficace en matière d'insertion professionnelle**, Droit Social, 2013, 1031
- **Les dispositions de la loi Macron sur le travail du dimanche et le travail de nuit**, RDT, septembre 2015, 504.
- **Que faut-il entendre par simplification du droit du travail ?**, « Dr social » octobre 2015, 833
- **Temps de travail : A la recherche d'un véritable équilibre (en collaboration avec Geneviève Pignarre)** Droit social juin 2016, 525.
- **La loi travail et la modernisation de la médecine du travail**, gazette du palais, dossier spécial, octobre 2016, n°35, 73
- **Une nouvelle architecture des règles en matière de droit du travail**, RDT 2016, 824
- **Un nouveau modèle pour la réglementation du temps de travail**, « Dr social » mars 2018, 276
- **Les forfaits jours après la loi travail du 8 août 2016 et la loi du 29 mars 2018 de ratification des ordonnances Macron : un renforcement de la protection des salariés en trompe-l'œil**, les cahiers sociaux, mai 2018 – n° 307, p 274
- **Pour une participation authentique des salariés à la vie de l'entreprise**, « Dr social » novembre 2018, 924
- **L'abandon de la théorie du dommage nécessaire et la visite médicale d'embauche obligatoire**, le droit ouvrier décembre 2018, 753
- **Amiante et préjudice d'anxiété : pour une évolution de la jurisprudence**, en collaboration avec Pierre Bailly, revue de jurisprudence sociale, 3/19, p 161
- **Effet de la référence du contrat de travail aux dispositions d'un accord collectif d'intéressement**, Droit social 2019, 443
- **La disparition de la justice de proximité (loi n° 2019 – 222 du 23 mars 2019 de programmation et de réforme pour la justice)**, Rec DALLOZ 2019, 1772

- **Sanction du non-respect de la compétence consultative de l'instance représentative du personnel dans le domaine des conditions de travail**, revue de jurisprudence sociale, 2/20, p 109.
- **La responsabilité pôle emploi en cas de défaillance dans l'exercice de ses missions**, Droit social 2020,181
- **CHSCT d'une entreprise de travail temporaire : faculté de diligenter une expertise en cas de risque grave pour les travailleurs temporaires employés dans une entreprise utilisatrice**, Droit social 2020,569
- **Le comité économique et social et d'urgence**, RJS 12/20,p 879
- **L'inconstitutionnalité de la règle dite du « cycle électoral » en cas de modification du périmètre de l'entreprise**, Droit ouvrier 2021,508
- **La place de la représentation du personnel et du dialogue social en matière de santé au travail et de prévention des risques professionnels, après les réformes de 2020 – 2021**, Droit social 2021,904
- **Indépendance du médecin du travail et responsabilité de celui-ci à l'égard des salariés**, Droit social 2022,444.
- **Vers le retour du préjudice nécessaire ?**, Droit social 2022 647
- **Le droit du travail et le système économique**. In : Krys Pagani (dir.) L'avocat face à l'évolution du droit social, Paris : Lefebvre Dalloz, décembre 2022, p. 88. (Activer la connaissance) Livre Blanc disponible à l'adresse : <https://csa.lefebvre-dalloz.fr/publication/le-droit-du-travail-et-le-systeme-economique>
- **Le travail à temps partiel et les lois Auroux**, Droit ouvrier 2023,289
- **Le plein emploi à tout prix, à la loi sur le plein emploi, une réforme fort ambiguë et inadaptée**, RDT décembre 2023.

CHRONIQUES D'ACTUALITE A LA REVUE DE DROIT DU TRAVAIL

- *La compatibilité des régimes d'équivalence avec le droit communautaire - notion et indemnisation des astreintes, juin 2006 , 34*
- *Requalification des licenciements consécutifs à une réduction du temps de travail -les délais légaux de prévenance en matière de changement des horaires de travail, juillet 2006, 107*
- *Nature juridique de l'accord collectif relatif aux conditions d'octroi du repos hebdomadaire - le mode de décompte des jours de congés annuels, octobre 2006. ; 251*
- *L'incidence de la nouvelle définition du travail de nuit sur les compensations salariales prévues par accord collectif - la CJCE et les obligations des employeurs à l'égard des temps de repos des salariés : novembre 2006.323*
- *La durée du travail dans les hôtels, cafés et restaurants : régimes d'équivalence ou régimes dérogatoires à la semaine de 35 heures ; Décembre 2006,397*
- *La Cour de Cassation censure elle aussi le régime d'équivalence dans les cafés, hôtels restaurants - La réglementation nationale relative au paiement de congés annuels doit assurer la prise effective de congés par le salarié. ; 2007, 43*
- *Quand le temps est habillage et de déshabillage doit être payé comme temps de travail effectif - travailleurs handicapés : effets des décisions de la COTOREP et conséquence de du silence gardé sur la qualité de travailleur handicapé 2007.116*
- *Les HCR rentrent dans le cadre légal de la durée du travail – Maladie du salarié : comment s'opère le décompte de la durée du travail pour les périodes d'absence 2007,323*
- *L'obligation patronale de protection de la santé et de la sécurité poursuit son extension – incidence de la nouvelle définition du travail de nuit sur les contreparties salariales prévues par les accords collectifs. 2007,249*
- *Travail de nuit : articulation avec les compensations accordées pour travail les jours fériés – le particularisme de la période d'essai des travailleurs handicapés employés par un atelier protégé –*

Equivalences à la durée légale le travail : le mode de comptabilisation des heures ne doit pas obligatoirement être défini sur une base hebdomadaire.2007, 322

- *De quelques difficultés de concilier le droit commun du contrat de travail et la protection particulière des accidentés du travail.2007, 381*
- *Les prérogatives des représentants du personnel dans la mise en œuvre des horaires individualisés .2007, 462*
- *Repos compensateur : renforcement de l'obligation pesant sur l'employeur – A quelles conditions le temps de pause doit-t-il être considéré comme du travail effectif ? 2007, 531*
- *Calcul du salaire du travailleur à domicile – Droits et obligations respectifs de l'employeur et du salarié dans la fixation de la date des congés. 2007, 594*
- *Congés payés : les exceptions à la règle de l'annualité – Formation professionnelle : distinction entre actions d'adaptation et actions de développement des compétences – Recours au travail intermittent : nécessité pour l'accord collectif l'organisant de désigner précisément les emplois concernés. 2007, 732*
- *Rémunération du temps de déplacement pour une intervention dans le cadre d'une astreinte -- calcul du délai de prévenance pour modification du congé annuel. (Janvier 2008).*
- *De l'étendue du contrôle du juge sur le forfait jours (février 2008).*
- *Difficultés de définition de la notion de travail effectif (mars 2008).*
- *Formation continue : les actions d'adaptation à l'initiative de l'employeur -- Les recommandations de mesures individuelles faites par le médecin du travail (avril 2008).*
- *Précisions sur le temps d'habillage et le temps de travail (juin 2008).*
- *Validité d'une convention de forfait jours -- Valeur de la mention des droits à repos sur le bulletin de paie (juillet 2008).*
- *L'interdiction de fumer dans l'entreprise -- Le stress au travail (conclusion d'un accord national interprofessionnel).*
- *Parution du décret d'application de la loi sur le temps de travail -- non cumul des jours de RTT et des jours de congé pour ancienneté. (janvier 2009)*
- *Les droits et devoirs des demandeurs d'emploi : loi 13 février 2008 (février 2009).*
- *Maintien du droit à congés annuels des travailleurs en congé maladie (Mars et Avril 2009)*
- *Décret 18 dec.2009 information des salariés sur les risques (Avril 2009)*
- *Salariés en arrêt maladie : conditions de la suppression des indemnités complémentaires (Mai 2009).*
- *Appréciation par le conseil d'État des dérogations à l'interdiction du travail dominical (juin 2009).*
- *Information des salariés en cas e modulation du temps de travail 2009,page 521*
- *cumul d'emploi au delà de la durée maximale de travail,2009,p 455.*
- *Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (rapport grésy), 2009,p 594.*
- *Réglementation du travail le dimanche (modalités d'application de la loi du 10 août 2009) 2009, p 659.*
- *Remboursement des frais professionnels,2009 ,p 593 et 726*
- *Création du conseil d'orientation sur les conditions de travail 2009,p111.*
- *Détermination des modalités de décompte de la durée du travail par accord collectif, 2009 ,p523*
- *l'étendue de l'obligation de sécurité de l'employeur en matière de reclassement des salariés inaptes, 2010,30*
- *heures d'équivalence et amplitude du temps de travail, 2010, 114*
- *les projets gouvernementaux (égalité aux femmes - santé et sécurité au travail, - le temps d'habillage et de déshabillage et le temps de déplacement professionnel. 2010,174*
- *Preuve des infractions au repos dominical-- l'obligation patronale de sécurité de résultats (régime renforcé) - contestation de l'avis d' inaptitude du médecin du travail, 2010,305.*
- *compétence du comité d'hygiène et de sécurité,– travail à temps partiel : paiement des heures complémentaires, 2010,380*

- *La CJUE, la Cour de Cassation et le droit à congé annuel, 2010,523*
- *ouverture de commerce en vertu d'une dérogation préfectorale : date d'effet du caractère suspensif du recours,2010,591.*
- *modulation du temps de travail : calcul des heures supplémentaires en cas d'absence du salarié, 2011,48.*
- *Modification de la cadence de travail et modification du contrat de travail, 2011,119.*
- *Travail à temps partiel : qualification des heures accomplies au-delà de la durée prévue par le contrat ,avril 2011,258.*
- *Obligation patronale de sécurité et tabagisme passif- Compétences du comité d'hygiène et de sécurité, mai 2011,323.*
- *Modulation du temps de travail : incidence d'un congé non rémunéré sur le calcul des heures supplémentaires, juin 2011,383.*
- *Obligation de sécurité de résultat de l'employeur et prise d'acte de la rupture du contrat de travail, juillet août 2011,445.*
- *Les permanences objet d'un système d'équivalences demeurent du travail effectif, septembre 2011,511.*
- *La journée de solidarité et la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, novembre 2011,645.*
- *Forfait jours (conclusions avec un salarié ne relevant pas d'une catégorie visée par l'accord collectif) – obligation patronale de sécurité de résultat (l'absence de faute ne peut pas exonérer l'employeur), janvier 2012,45.*
- *Les compensations au temps d'habillage- L'incidence des absences maladie sur des salariés au forfait jours, février 2012.*
- *Les décrets du 30 janvier 2012 relatifs aux services de santé au travail, Avril 2012,227*
- *le droit à congés payés du salarié malade fasse à la CJUE et à la Cour de Cassation, juin 2012,371*
- *travail de nuit : la cour de cassation adopte une définition extensive, juillet août 2012,432*
- *la visite médicale d'un travailleur de nuit doit respecter son droit à repos le quotidien, septembre 2012*
- *congés payés : assimilation à du travail effectif de l'absence due à un accident de trajet--charge de la preuve en cas de litige relatif à la prise des congés payés, octobre 2012.*
- *Temps d'habillage et de déshabillage : quand les conditions d'exercice de l'activité imposent le port et le retrait de la tenue de travail sur le lieu de travail - l'interdiction du cumul d'une annualisation du temps de travail et d'un système d'équivalences- arrêté préfectoral de fermeture et garantie du repos dominical, février 2013. 114*
- *Un nouvel examen des conditions de validité des conventions de forfait en jours, avril 2013,273.*
- *Acquisition de congés payés pendant un congé-maladie : effet direct des directives européennes, mai 2013,341.*
- *Institution d'un droit d'alerte en matière de santé publique et d'environnement, juin 2013,415.*
- *Forfait jours : conséquences d'un accord de branche insuffisamment protecteur des salariés concernés, juillet 2013*
- *Santé au travail : annulation du décret n° 137 du 30 janvier 2012- Temps de déplacement dépassant le temps normal du trajet domicile - travail , septembre 2013*
- *le rapport Bailly sur le travail le dimanche, janvier 2014,51.*
- *Remboursement des frais professionnels : inopposabilité aux salariés des clauses de remboursement forfaitaire manifestement disproportionné, février 2014,123.*
- *Suivi médical des salariés : répartition des responsabilités en cas de défaillance, mars 2014,191*
- *Indemnité de congés payés : conditions de validité de la clause incluant cette indemnité dans le salaire, mai 2014,347*
- *La nouvelle convention sur l'assurance-chômage du 14 mai 2014, juillet août 2014,467*

- *Inflexions jurisprudentielles en matière d'obligation patronale de sécurité - le temps de travail effectif n'est pas l'amplitude de travail, septembre 2014,559.*
- *Congés annuels payés : droit à report en cas d'accident du travail ou de maladie et rémunération au titre des congés, novembre 2014,697*
- *Interprétation stricte par la Cour de Cassation du caractère exceptionnel que doit revêtir le travail de nuit, janvier 2015,53.*
- *Le temps de déplacement professionnel : conditions de rémunération, mars 2015,197*
- *Conditions d'utilisation des jours de RTT et des jours de repos placés dans un compte épargnent temps, mai 2015,337.*
- *Visite de reprise initiée par le salarié et information de l'employeur, juin 2015,409*
- *La preuve de la prise de congés conventionnels, septembre 2015,547*
- *Effectivité et du temps de pause dans les établissements hospitaliers et contreparties du temps d'habillage, novembre 2015,693*
- *Retour de congé sabbatique - Rôles et responsabilités respectifs du médecin du travail et de l'employeur, décembre 2015,763.*
- *Le temps de déplacement domicile travail en droit européen, janvier 2016 ,46.*
- *« Dimanches du maire » : compensations à accorder, 2016, 190*
- *travail de nuit : cumul entre contreparties accordées par accord collectif et celles accordées par usage, 2016, 188*
- *définition du travail effectif, 2016, 349*
- *inconstitutionnalité de la privation du droit à indemnité compensatrice de congés payés en cas de faute lourde, 2016, 352*
- *l'obligation de sécurité des salariés n'affecte pas le principe de responsabilité de l'employeur, 2016, 425*
- *visite médicale d'embauche : l'employeur doit veiller à sa réalisation effective, 2016, 427*
- *régime d'équivalence : vérification effective des temps d'inaction par le juge ?, 2016, 625.*
- *L'octroi d'une pause rémunérée n'implique pas l'octroi d'un supplément de rémunération, 2016, 627*
- *Notion d'astreinte : astreintes mises en place par les salariés eux-mêmes - astreintes effectuées dans un logement de fonction, février 2017*
- *mode de calcul des congés payés : Le régime des droits à congés appliqué par l'employeur ne doit pas être moins favorable que celui résultant de la loi , février ou mars 2017*
- *Repos dominical : majoration salariale et exception aux arrêtés préfectoraux imposant la fermeture hebdomadaire des commerces, avril 2017.*
- *Calcul et paiement des heures supplémentaires, juillet 2017*
- *Dérogations au principe de l'interdiction du travail dominical, décembre 2017,801.*
- *Astreintes : caractère substantiel des conditions légales de leur institution, décembre 2017,804*
- *Congés annuels payés : la Cour de cassation apporte plusieurs précisions importantes, janvier 2018,63.*
- *Droit de retrait et droit de grève, février 2018,137*
- *Travail de nuit et consultation des représentants du personnel, février 2018,139*
- *Précisions de la jurisprudence européenne sur le droit au report des congés annuels et sur la prise du repos hebdomadaire, avril 2018,304*
- *L'indemnité d'occupation du domicile à des fins professionnelles, juin 2018,463*
- *Conducteur routier : interdiction du repos hebdomadaire normal en cabine ,juillet août 2018,531.*
- *Perte de salaire au titre de la prise de jours de réduction de temps de travail, juillet août 2018,533*
- *Le temps de déplacement des salariés itinérants , octobre 2018,687*
- *Astreinte et téléphone portable , décembre 2018,861*
- *Congés payés : précisions sur la charge de la preuve et sur les jours de fractionnement, janvier 2019,48*

- *Le financement des services de santé interentreprises (sur quelle base doit être déterminé la contribution des entreprises), février 2019,116*
- *Heures supplémentaires : l'employeur peut avoir à les payer même s'il s'est opposé à leur réalisation, mars 2019,198.*
- *Droit aux congés payés et charte des droits fondamentaux de l'union européenne – le certificat médical établissant un rapport entre pathologie du salarié et conditions de travail dans l'entreprise, avril 2019,261*
- *la durée maximale légale de 48 heures par semaine est conforme au droit de l'union, juin 2019, 426*
- *clause du contrat de travail autorisant l'employeur à procéder unilatéralement au passage d'un horaire de nuit un horaire de jour, juillet août 2019,495.*
- *Contrôler la durée du travail par géolocalisation – inclusion de l'indemnité de congés payés dans la rémunération forfaitaire, octobre 2019,644.*
- *La preuve du caractère illicite du recours au travail de nuit, novembre 2019,731.*
- *Conséquence du défaut d'établissement du DUER – interdiction du travail le dimanche et recours à des salariés extérieurs à l'entreprise, décembre 2019,792.*
- *Forfait jours : validité d'un avenant de sécurisation antérieur à l'entrée en vigueur de la loi « Travail », février 2020,129.*
- *Le licenciement d'un intervenant en prévention des risques professionnels, mars 2020,198*
- *L'existence d'un accord collectif ne suffit pas à justifier le recours au travail de nuit – commission santé sécurité conditions de travail du CSE : caractère impératif du mode légal de désignation des membres, mai 2020,344.*
- *Des confinements, reprise des activités économiques et santé au travail – santé au travail, rôle du CSE et du syndicat, juin 2020,409.*
- *Clarification du régime de l'aménagement de la charge de la preuve, septembre 2020,552.*
- *Règles de fixation des départs en congés annuels ayant fait l'objet d'un report – décompte des congés payés dans le cadre d'une organisation du travail par cycle, octobre 2020,624.*
- *Droit aux congés payés des travailleurs réintégrés en raison de la nullité de leur licenciement, décembre 2020,757.*
- *L'accord sur le télétravail, janvier 2021,59*
- *Le nouvel accord interprofessionnel du 9 décembre 2020 en matière de santé au travail, février 2020,112.*
- *Portée de l'obligation légale d'installer dans l'entreprise des locaux dédiés à l'allaitement – non-cumul des congés pour événements familiaux avec le congé annuel payé, mars 2021,190.*
- *Distinction temps de travail et temps de repos en droit français et en droit de l'union européenne, avril 2021,257.*
- *Travail le dimanche : champ d'application des contreparties légales et conventionnelles, mai 2021, 327*
- *Contestation des avis et propositions du médecin du travail après les réformes d'Aout 2016 et 2 septembre 2017, juin 2021, 397.*
- *Fractionnement des congés payés : renonciation du salarié, septembre 2021 525*
- *Responsabilité de l'employeur affilié à une caisse de congés payés, novembre 2021, 657*
- *Le recours systématique aux heures supplémentaires janvier 2022,48*
- *Convention de forfait jours : instituer un suivi effectif et régulier, février 2022,110*
- *Distinction entre temps de travail et temps de repos selon le droit européen, avril 2022,250*
- *Forfait jours : recevabilité de l'action syndicale et dépassement de forfait, mai 2022,317*
- *L'incidence des congés payés sur le calcul des heures supplémentaires, juin 2022,392*
- *Nécessaire immédiateté de la rédaction du procès-verbal en cas de danger grave – Modulation du temps de travail et contrat de travail, juillet août 2022,455*
- *Les décrets d'application de la loi sur la prévention de la santé au travail d'août 2021, septembre 2022, 517*

- *Prise des congés annuels payés : délai de prévenance d'un mois – absence de réponse de l'employeur à la demande de congés du salarié, octobre 2022, 587.*
- *Temps de déplacement des salariés itinérants et application de l'exigence de contrepartie, novembre 2022,654*
- *Registre d'alerte en matière de risques graves pour la santé public ou l'environnement : précisions sur sa mise en place – Prescription de la créance de congés payés non pris, décembre 2022, 718*
- *Qualification de l'astreinte est nécessaire prise en compte du degré de contrainte imposée aux salariés, janvier 2023,46*
- *Temps partiel : un avenant temporaire de complément d'heures ne peut permettre un dépassement de la durée légale du travail – L'interdiction du travail le dimanche s'applique-t-elle aux commerces fonctionnant en caisses automatiques ?, Février 2023,121*
- *Forfait jours : suivi de la charge de travail, avril 2023*
- *Droit social européen : le repos journalier constitue un droit autonome par rapport au repos hebdomadaire, dans lequel il ne saurait être inclu – Obligation de reclassement du salarié inapte et mise en place du télétravail, juin 2023, 426*
- *Qualification des temps de déplacement, juillet août 2022,484*
- *Constatation de l'inaptitude et reclassement du salarié inapte, novembre 2023,710*